

Déclaration CGT/FSA Aube 1°MAI 2015

Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades,

Merci d'être venus participer à ce rassemblement revendicatif des travailleurs...

A l'appel de la CGT et de la FSU dans le département.

Profitons-en pour faire quelques petits rappels historiques.

Déjà, réaffirmer que le 1° mai n'appartient qu'aux travailleurs !!! Et lorsque l'on dit qu'aux travailleurs, c'est aussi aux privés d'emploi, aux précaires, aux retraités, aux étudiants... que l'on s'adresse !!! Le 1° Mai ne sera jamais celui des fossoyeurs du monde ouvrier.

Un courant de pensée bien établi fait remonter les origines du 1° Mai aux événements de Chicago en 1886, où la grève des ouvriers américains pour la journée de huit heures se termina dans un bain de sang.

Mais c'est bien le 20 juillet 1889 qu'une motion est adoptée par 377 délégués venus du monde entier pour appeler les travailleurs à organiser « une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et toutes les villes à la fois, le jour convenu, les travailleurs mettent en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail. »

Les 1ères manifestations internationales du 1° Mai eurent lieu pour la première fois en 1890.

Cette année, ce 1° Mai doit être un marqueur important pour le monde ouvrier en France. En effet les salariés, après avoir rejeté le gouvernement Sarkozy, un gouvernement de droite, attendaient beaucoup d'un président socialiste, dont on aurait légitimement pensé qu'il était de gauche... après 3 ans de pouvoirs, les échecs électoraux se sont succédé pour ce gouvernement, les municipales, les européennes, les sénatoriales, plus récemment les départementales, autant d'élections qui rappellent au parti socialiste que le discours du Bourget lors de la campagne présidentielle de 2012 est à des années lumières de la politique que mène le gouvernement aujourd'hui. Les déculottées successives du parti socialiste sont la résultante des politiques libérales menées par le gouvernement.

Pour autant les salariés se sentent désabusés ou révoltés, mais, pour la plupart, ils n'ont même pas pris la peine de voter, ou pire encore, la progression du front national est la preuve que nous sommes dans une crise politique majeure. Le front national est très habile dans son discours, utilise même des arguments que nous utilisons à la CGT, ou alors dans les partis politique de la « vrai gauche », les questions d'emplois, de justices sociales... allant même jusqu'à se réjouir de la victoire du parti SIRIZA aux élections législatives en Grèce !!!!

Aujourd'hui la CGT en appelle à tous les travailleurs et bien au-delà, à tous les citoyens de ce pays, cela est un leurre : jamais le front national ne défendra les ouvriers, les précaires, les privés d'emplois. Le front national n'est pas pour la justice sociale, il est pour la division des peuples, le repli sur soi, l'obscurantisme, la régression sociale... Les jeux de tartuffes qui ont agité l'espace médiatique ces dernières semaines en est la preuve... Entre un grand père qui crache des insanités fascisantes pour attiser la flamme extrémiste, une fille qui fait sa vierge effarouchée et s'offusque des déclarations du précédent pour amadouer l'électorat populiste et populaire et, une petite fille qui prend son bâton de maréchal pour marcher dans les bottes de son grand père !!!! Si cela n'est pas une immense mascarade !!!!!

Mais pendant ce temps là, pendant que les médias parlent de la dynastie Le Pen, le capital licencie, le capital précarise, le gouvernement aide le capital à licencier plus facilement, le gouvernement aide le capital à précariser encore plus !!!!! Mes amis, mes camarades, la réalité est celle là. Parti socio-démocrates, parti libéraux, parti facho... main dans la main pour servi le grand capital !!!

Alors que les salariés étaient en mesure d'attendre des avancées plus favorables pour le monde du travail, nous sommes confrontés à un flot de remises en causes sociales et démocratiques inédites : la loi dit « de sécurisation de l'emploi », le pacte de responsabilité, la suppression des élections prud'homales, l'offensive du MEDEF contre le code du travail, les attaques contre les 35 heures, la renégociation de l'assurance chômage, les retraites complémentaires, le dialogue social, la loi Macron.....

Ah ce fameux Emmanuel Macron, celui qui encourage les jeunes à devenir milliardaire.... Qui souhaite que les pauvres utilisent le car pour se déplacer et

que les riches prennent le TGV. Ce bienveillant Emmanuel Macron qui demande aux femmes, aux étudiants, de travailler le dimanche pour que les petits consommateurs puissent profiter de leur dimanche en famille.... Dans les magasins !!!! On en revient à l'ère féodale et c'est à peine caricaturé.

Comment les salariés peuvent-ils accepter cela ??? Alors que les profits des banques et du CAC 40 reviennent à des niveaux d'avant 2008 !!! Les milliardaires de plus en plus riches et dans le même temps, les salaires des fonctionnaires gelés depuis des lustres et des usines qui ferme (bien souvent qui délocalisent) à tour de bras !!! Dans le département, se sont des centaines d'emplois qui ont encore une fois été supprimé sur l'autel de la compétitivité, de la sécurisation des actionnaires !! Sympa, Petitjean, Assa Abloy etc...

Dans l'Aube 17 millions d'euros ont été distribués aux entreprises en 2013 en crédit d'impôt compétitivité emploi (le fameux CICE). Dans un département ou le chômage a bondi de 8.3% en un an. L'obligation de transparence était pourtant la seule contrainte de ce chèque versé aux entreprises. Même cette promesse, inscrite dans la loi, n'est pas respectée. Dans les préfectures, c'est le silence absolu. Pas un seul bilan n'est à ce jour publiquement disponible. Parfois, à force d'acharnement, des chiffres sortent et les exemples sont édifiants.

Dans notre département ce constat est d'autant plus cynique. Les entreprises empochent le magot, puis ferment, délocalisent et licencient. SYMPA reçoit 262 000 euros au titre du CICE en 2013 !!!! Les salariés eux, n'auront que les indemnités légales...

Et ils font croire à longueur de journée que les salariés et les familles doivent faire des économies parce que c'est la crise !!! En tous cas ce n'est pas la crise pour tout le monde, tous les jours le capital nous en sort une du chapeau... Le « golden hello » en français le « cadeau de bienvenu », pour le nouveau patron de SANOFI (géant de l'industrie pharmaceutique) c'est 2 millions d'euros !!! Bon à condition qu'il reste au moins un an !!! A ce prix là ça motive quand même à faire un effort !! Et je ne parle même pas de sa rémunération et des centaines d'emplois qu'il doit supprimer, généralement les deux sont proportionnels !!!!

Donc on se rend bien compte que le vrai problème c'est la répartition des richesses créées par le travail !!! Alors que les riches font de l'évasion fiscale par centaines de milliards d'euros (y en a qui rêvent d'une banque disponible 24h/24.... Pour transférer de l'argent en Suisse !!), le gouvernement répond avec des milliards de cadeaux supplémentaires aux entreprises, donc aux actionnaires ! Alors que les riches fraudent le fisc par centaines de milliards d'euros, le gouvernement répond par la suppression de fonctionnaires, donc la suppression des agents qui luttent pour récupérer l'argent dans les caisses de l'état. Et dans le même temps se lance dans une guerre sans merci contre les fraudeurs des caisses d'allocations familiales.

Alors que les salariés ont plus que jamais besoins d'un code du travail protecteur et d'une justice prud'homal pour faire valoir leur droits bafoués impunément par des employeurs sans scrupules, le gouvernement, sous les ordres du MEDEF, organise la destruction du code travail et modifie en profondeur les conseils des prud'hommes, dans le but une fois de plus que les patrons échappent à d'éventuelles poursuites.

Lorsque la crise a éclaté en 2008 tous les analystes ont reconnu que la France avait moins subi les effets de la crise que les autres pays du fait de notre protection social de qualité et de haut niveau. Pourtant, la seule réponse du gouvernement est d'attaquer notre protection sociale comme elle ne l'a jamais été ! Tous les acquis des salariés sont rabetés ! Ils sont gravement attaqués, et nous risquons carrément de les perdre ! Nous devons nous mobiliser non seulement pour les conserver, mais pour en conquérir de nouveaux ! Nous devons conquérir des acquis sociaux adaptés aux besoins d'aujourd'hui, et construits sur des fondamentaux solides !

Reconquérir des services publics, au service du public, sans lien avec le secteur privé dont la seule exigence est de rémunérer les actionnaires !!!

Reconquérir de grandes entreprises publiques pour les matières premières, les communications, les transports, l'énergie avec la création du pôle public de l'énergie.

Reconquérir une protection sociale permettant à tous : d'avoir des soins de qualité sans conditions de ressources et sans faire payer les malades. De

financer le chômage non pas par ceux qui en bénéficient mais par ceux qui licencient !

Exigeons une réforme de la fiscalité basée sur la progressivité et la solidarité. Exigeons des créations d'emplois pour que les richesses créées par le travail n'alimentent pas uniquement les très riches, mais permettent à de très nombreux salariés de vivre de leur travail. Car la rémunération du travail ne nuit pas à la compétitivité des entreprises, mais pénalise les profits des actionnaires ! Soit l'argent va dans leur poches, soit il va dans la poche des salariés !

Exigeons également l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, il ne suffit pas de dénoncer tous les ans les 28% d'écart pour changer les choses ! Il faut agir !

Toutes ces revendications sont cohérentes les unes avec les autres, ce sont des revendications qui sont à l'opposé des politiques d'austérité imposées par les gouvernements successifs. Un gouvernement qui persiste à dire qu'il n'y a pas d'austérité en France. Encore une fois, ils sont sourds à la colère des Français et l'austérité ce n'est pas eux qui la subissent.

Un gouvernement décidément sourd et aveugle !! Le 9 Avril plus de 300 000 manifestants, des salariés, des jeunes et des retraités, des privés d'emploi, étudiants se sont réunis dans 86 rassemblements et manifestations en province et à la manifestation nationale à Paris. Pour le département de l'Aube, se sont plus de 230 manifestants qui ont défilés dans les rues Parisiennes. Les manifestants ont exprimé avec enthousiasme et détermination leurs exigences revendicatives en matière de salaire et de pension, d'emploi, d'amélioration des conditions de travail et de la protection sociale, mais aussi pour un développement des services publics qui réponde aux besoins des populations.

Ils ont donc clairement affiché aujourd'hui leur opposition aux politiques d'austérité conduites par le gouvernement et inspirées par le patronat, Medef en tête. Gouvernement et patronat doivent entendre le message et les exigences exprimées le 9 Avril.

Continuons dès aujourd'hui à construire les revendications avec les salariés dans les entreprises et établissements et portons les ensemble aux

employeurs. Pour des conditions de travail améliorées tout au long de la vie, pour permettre de profiter d'une nouvelle phase de vie lors de la retraite. Il a bien été possible de créer la sécurité sociale au sortir de la guerre dans un pays ruiné... Donc améliorer nos conditions de vie et de travail à notre époque n'a rien d'utopique !!!

Salariés, organisons nous dans les entreprises, créons des syndicats sur chaque lieu de travail, unissons-nous partout, en France, en Europe avec la CES, dans le monde entier avec la CSI, et combattons pied à pied le coût du capital, transformons la société pour un nouveau monde social !!!

Avant de conclure cette déclaration, il semble important de revenir sur les nouveaux drames qui se sont déroulés coup sur coup au large des côtes européennes et portent à près de 2000 le nombre de migrants ayant trouvé la mort en traversant la méditerranée depuis le mois de janvier.

De plus en plus nombreux chaque année, ils auraient été plus de 200 000 en 2014 selon le HCR (Haut-Commissariat pour les Réfugiés) à quitter leurs pays (Syrie, Palestine Lybie ou l'Érythrée...), fuyant les zones de conflits, des régions où les droits humains sont bafoués, des pays minés par une pauvreté extrême.

Il est en effet urgent de s'interroger sur les raisons de ces migrations forcées. Quand, à la malnutrition, les difficultés d'accès à l'eau potable, l'analphabétisme, s'ajoutent les conflits armés et les déséquilibres causés suite à l'intervention militaire d'une coalition internationale, en Lybie et en Irak notamment, pour des intérêts géopolitiques dont les populations sont les premières victimes et dont la migration est la conséquence.

La coopération internationale s'impose pour contribuer à organiser sans délai l'aide au développement et la sécurité pour toutes les populations de la région. Devant ces tragédies à répétition, la surveillance des frontières ne peut pas être la seule réponse aux défis humanitaires qui se posent aujourd'hui.

L'Union Européenne et les chefs d'États ne peuvent continuer de se défaire de leur responsabilité en axant principalement leur action sur la seule lutte contre les passeurs. Il est urgent que les besoins sociaux de ces populations trouvent des réponses pour leur permettre de vivre en paix et non dans la misère.

La CGT réclame non seulement des moyens techniques et humains à mettre en œuvre pour assurer l'obligation de secours en mer, mais également des

moyens financiers pour permettre d'accueillir des personnes en besoin de protection sur le territoire européen.

Enfin, il devient aujourd'hui dramatiquement évident que sans possibilité de voies légales d'accès au territoire européen, l'hécatombe continuera. Or, il faut qu'elle s'arrête. Vite !

Je vous propose donc d'effectuer une minute de silence pour honorer la mémoire de ces milliers de victimes.

Gagnons le progrès social pour toutes et tous ! Bon 1^{er} MAI et à bientôt pour de prochaines luttent !!